

au cœur de la crise malienne

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies (CSNU) soulignent que le «rétablissement intégral et la préservation de l'ordre constitutionnel» passent par le «contrôle effectif du pouvoir civil sur les forces armées et de sécurité», d'où l'exigence formulée que les membres du CNDRE «cessent leur ingérence persistante dans le processus politique». La junte, selon le rappel du CSNU, devait être dissoute, et tous les membres des forces armées maliennes appelés à retourner dans leurs casernes. Insécurité, détérioration de la situation humanitaire au Mali et dans la région du Sahel, menace terroriste accrue, atteintes aux droits de l'homme et violations du droit international humanitaire «dans le nord du Mali», graves atteintes aux droits de l'homme «dans l'ensemble du pays», notamment contre des soldats, leurs familles, et des journalistes, le recrutement d'enfants soldats sont autant de sources de «profonde préoccupation» pour les membres du CSNU.

Une condamnation ferme frappe «la destruction en cours des sites maliens inscrits au patrimoine mondial». «L'appel à toutes les parties à prendre immédiatement les mesures appropriées pour assurer leur protection» est pressant. D'ailleurs, le seizième point de la résolution 2056 (2012), adoptée par le Conseil de sécurité le 5 juillet 2012, souligne que «diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments à caractère religieux ou des monuments historiques, en dehors d'un conflit international armé, peut constituer une violation du droit international au regard du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, du Protocole additionnel II des Conventions de Genève de 1949 et de la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé et exhorte toutes les parties au Mali à prendre immédiatement les mesures voulues pour assurer la protection des sites maliens inscrits au patrimoine mondial».

De tous les attendus rappels et recommandations exprimés par le CSNU, ce point qui fait référence au Statut de Rome et aux conventions de Genève risque de se révéler le plus significatif. Il pose une base à une possible internationalisation de la crise malienne, une internationalisation qui marginalise la Cédéao, l'UA et les pays de la région, les tienne en dehors de son traitement, et le réserve comme le pré-carré des puissants.

Pour le moment, le CSNU souligne que «les efforts de planification stratégique en cours [pour] le déploiement d'une force de stabilisation de la Cédéao en vue de soutenir le processus politique au Mali, de restructurer et de réorganiser les forces de défense et de sécurité maliennes, et d'appuyer le maintien de l'intégrité territoriale du Mali et la lutte contre le terrorisme» doivent être réalisés dans le cadre d'une «coopération accrue de la Cédéao avec les autorités maliennes de transition, la Commission de l'Union africaine, et les pays de la région, avec le soutien du secrétaire général, afin de préparer des options détaillées concernant les objectifs, les moyens et les modalités du déploiement envisagé et sur d'autres mesures possibles».

Les membres du Conseil de sécurité devraient être informés, d'ici au 15 septembre 2012, «des progrès accomplis par le secrétaire général dans l'élaboration et la mise en œuvre, en consultation avec les organisations régionales, d'une stratégie intégrée des Nations unies pour la région du Sahel englobant les questions de sécurité, de gouvernance, de développement, des droits de l'homme et les questions humanitaires, notamment grâce à la participation du bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest».



L'Algérie

L'Algérie est concernée au plus haut point par ce qui se passe sur le territoire du Mali. La crise se déroule à notre frontière. Son théâtre est une profondeur stratégique naturelle de l'Algérie. Les répercussions peuvent être nombreuses pour nous. Elles se graduent d'acceptables à dangereuses. L'ordre de l'acceptable est celui de l'afflux de réfugiés dont, il faut le souligner, une partie conséquente est porteuse de la nationalité algérienne. Des concitoyens envers lesquels notre État est tenu par des obligations légales indiscutables. Celui du dangereux peut-être l'extension de la crise à notre territoire, doublée ou pas d'une internationalisation absolument pas souhaitable. La place et l'importance qu'occupe cette crise dans les affaires de notre citée sont drastiquement minorées au regard de son potentiel de nuisance.

L'attention de l'opinion nationale est accaparée par les évolutions de la situation en Syrie. Elle est même encouragée à se braquer sur cette crise-là comme si elle pouvait déteindre sur l'Algérie. Cela découle et participe de la surdétermination idéologique arabo-islamique de l'identité algérienne. La part africaine de notre identité est bien peu valorisée, pour ne pas dire dédaigneusement occultée. L'arabo-islamisme, distillé depuis le milieu des années 1930, nous a totalement décentrés par rapport à notre environnement immédiat et stratégique. L'opinion publique algérienne vit avec plus de proximité la crise syrienne que celles qui se déroulent, chez nous, dans l'Azawad et le Mali.⁽⁴⁾ Et pourtant, les enjeux pour l'Algérie sont sans commune mesure.

À son stade actuel, la crise dans le Nord Mali remet en cause l'intégrité du Mali, mais un traitement inapproprié, autoritaire et répressif de la revendication nationale Azawad fera ressurgir la revendication targuie à un niveau qu'elle n'a jamais atteint par le passé. Le risque de fragmentation ne va plus être confiné au seul Mali, mais va s'étendre au Niger et à l'Algérie. Un tel risque n'est pas une simple vue de l'esprit, il ne faut pas exclure qu'il soit l'un des objectifs que des puissances, qui ne sont pas étrangères de l'option interventionniste militaire, poursuivent.

Les louvoiements du pouvoir algérien ne peuvent s'expliquer par une quelconque incapacité à déployer des forces, l'évitement d'une dispersion des effectifs des forces armées ou, encore, par la crainte d'une campagne de représailles sur son territoire. La faiblesse de la position algérienne tient à la nature de son pouvoir. Elle vient du fait que le pouvoir en place s'est

consolidé par un processus de patrimonialisation des institutions nationales et non pas par l'élargissement d'une base sociale qui traduirait une partie, plus ou moins large, de nos intérêts nationaux.

C'est aussi un pouvoir qui, à l'extérieur, est inscrit dans des rapports de connivence, de complicité et de soumissions avec les milieux de décision de l'arène internationale.

Un pouvoir comprador, dont les intérêts ne recoupent pas forcément ceux de l'Algérie. Ce qui explique que les positions qu'il adopte doivent en permanence être camouflées, brouillées, ce qui est la fonction de l'ambivalence de son discours. Sur-enchère «nationaliste» à l'intérieur, vassalité à peine dissimulée à l'extérieur. L'activisme fébrile de la Cédéao tombe à pic pour le pouvoir algérien. Il s'en saisit pour se décaler et venir se placer à la périphérie du traitement de la crise. Une transformation de son rôle régional qui constitue une véritable prouesse. L'État algérien a été l'artisan de la résolution des crises de 1991 et 2006. La personnalité qui avait piloté les négociations et qui, de ce fait, en maîtrise les données est aujourd'hui à la tête du gouvernement. Tout, les risques probables encourus, la connaissance du dossier, le potentiel opérationnel, milite pour que l'Algérie soit l'acteur central de la prise en charge de cette crise. Mais en aucun cas ce pouvoir ne peut accepter de se trouver en position de confrontation frontale avec des puissances tutélaires. C'est cela qui explique que le pouvoir algérien insuffle un syndrome de persécution à nos institutions. Grâce à cette pathologie, étalée au grand jour lors de la campagne des législatives⁽⁵⁾ de mai 2012, il parasite le débat national et tétanise jusqu'aux institutions les plus névralgiques.

La diplomatie algérienne pâtit, donc, de deux contraintes majeures :

- l'éclatement du front intérieur ;
- la prédominance au sein de l'État d'intérêts étroits.

Cette faiblesse se traduit par des événements dramatiques y compris pour ses propres membres. Tel est le cas de nos diplomates qui ont fait les frais du manque d'anticipation caractérisé qui a conduit à l'enlèvement du personnel de la représentation consulaire algérienne à Gao.

En guise de résumé

La crise qui secoue le territoire malien est éclatée en plusieurs problèmes qui s'emboîtent à la manière des poupées russes, et comme pour les matriochkas il n'y a qu'une façon de remboîter. La priorité de tous devrait être de déloger et d'annihiler

Par Mohand Bakir

les groupes terroristes islamistes. La résorption de la crise institutionnelle au sud et la prise en compte de la revendication étatique du nord pourront ensuite être menées de front. Les islamistes du GSPC et du Mujao ne sont pas une partie au conflit. Ils sont une tumeur qui s'est fixée au cœur de la crise malienne. Si les Ançar ne peuvent être analysés comme un mouvement islamiste et qu'il y a lieu, en permanence, d'opérer une distinction entre le noyau narco-islamiste, aggloméré autour d'Iyad Ag Ghali, et le nombre des combattants pour qui les pétrodollars qataris viennent se substituer à ceux de feu Kadhafi, il faut impérativement en réduire l'audience et l'influence. C'est l'absence de soutiens et d'appuis au MNLA qui font la suprématie des Ançar.

La focalisation des médias sur le Nord-Mali agit comme un prisme déformant. Elle restitue une image partielle d'une situation extrêmement complexe. Les médias forcent la réalité lorsqu'ils disent que les groupes islamistes occupent le territoire de l'Azawad.⁽⁶⁾ Les islamistes se retranchent dans les trois centres urbains⁽⁷⁾ qu'ils ont transformés en positions défensives. Les populations y sont le principal rempart défensif. Les islamistes modulent leur action de terreur à un niveau qui frappe les esprits et établit leur emprise sur les populations sans arriver à un niveau qui provoquerait un exode, érosion de leur bouclier humain.⁽⁸⁾ Discuter dans ces conditions avec les groupes djihadistes est criminel; travailler à l'isolement du MNLA l'est plus encore.

Aucune donnée ne peut justifier l'amalgame entre le MNLA et les groupes djihadistes. Le MNLA affiche clairement son adhésion aux principes et valeurs de la charte des Nations unies. Il appuie son action sur le principe universellement reconnu aux peuples de disposer de leurs destinées. Aucune règle de droit ne saurait être opposable à ce droit inaliénable ; et aucune institution, serait-ce celle à laquelle échoit la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, ne peut le lui dénier.

La reconnaissance du MNLA comme interlocuteur privilégié dans le Mali ouvre sur la liquidation du narco-terrorisme et la reconstruction du Mali sur des bases saines. Tel est le bout par lequel se démêle l'écheveau malien.

B. K.

1) Région du Nord-Mali formé de trois provinces Tambouctou, Gao et Kidal.

2) Le CNDRE est censé être absorbé par le Comité militaire de suivi de la réforme des forces de défense et de sécurité (CMSRFS) institué par un vote en date du 29 juin 2012.

3) <http://www.un.org/News/press/docs/2012/SC10741.doc.htm>

4) D'un côté la profondeur stratégique de l'Algérie est africaine, d'un autre l'arabisme, l'islamisme ou les différentes bâtarisations des deux ne sont corroborés par aucune tangibilité territoriale ou politique.

5) Mené sur le thème de la «Menace étrangère».

6) 822 000 km², avec une population qui avoisine 1 300 000 habitants.

7) Gao (87 000 hab), Kidal (26 000 hab) et Tombouctou (55 000 hab)

8) Un communiqué envoyé début juillet par l'Agence de presse mauritanienne ANI, Mokhtar Belmokhtar, émir du GSPC, trahit bien cette tactique.

Il y appelle à éviter la confrontation avec le MNLA et prône «une gradualité» dans l'«islamisation» des populations. «Sachez que c'est une erreur d'imposer toutes les règles de l'islam d'un seul coup», y dit-il en substance.